DÉCISION NOMINATIVE N° 2016-650

portant autorisation de tournage dans le cœur du Parc national de la Vanoise de séquences d'un reportage consacré au Parc national pour l'émission « Visites privées » de la chaîne France 2

Pétitionnaire : Mme Fanny BELVISI
Adresse : SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PRODUCTION – Péniche Ouragan — Face au 53 quai du Point du Jour — 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Localisation du projet : secteur de Haute-Tarentaise

La Directrice de l'établissement public du Parc national de la Vanoise,

Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 331-4-1 ;

Vu la loi n° 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;


Vu le décret n° 2015-473 du 27 avril 2015 portant approbation de la Charte du Parc national de la Vanoise ;

Vu la Charte du Parc national de la Vanoise, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du Parc n° 38 relative à la prise de vue et de son ;

Vu la demande de Mme Fanny BELVISI, journaliste, en date du 6 décembre 2016, de tournage dans le cœur du Parc national de la Vanoise d'un reportage sur le Parc national pour l'émission « Visites privées » diffusée sur la chaîne France 2 ;

Considérant que la directrice peut délivrer des autorisations dérogatoires individuelles relatives aux prises de vue ou de son réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial lorsqu'elles participent aux missions de l'établissement public ;

Considérant que ce projet de film à caractère documentaire concourt aux missions du Parc national de la Vanoise sur le plan didactique ou pédagogique, tout en ne produisant qu'un dérangement minime du milieu et des espèces eu égard aux prescriptions édictées ci-après ;
DÉCIDE

Article 1 : Objet

Mme Fanny BELVISI est autorisée à réaliser pour son reportage de télévision consacré au Parc national de la Vanoise, une séquence au refuge du Col du Palet, l'itinéraire d'accès et les sites environnants, dans le cœur du Parc national (secteur de Haute-Tarentaise), aux conditions énoncées ci-après.

Article 2 : Modalités d’application

La présente autorisation est délivrée pour la période du 19 décembre 2016 au 28 janvier 2017, pour un tournage au sol exclusivement, et sans moyens de déplacement motorisés.

La présente décision n'est ni cessible ni transmissible.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- présence sur les lieux de tournage de matériel léger ;
- respect de l'intégrité absolue des lieux ;
- absence d’évocation directe ou indirecte de pratiques, d’usages ou d’activités contraires à la réglementation en vigueur ;
- tournage effectué au sol, aucune autorisation de tournage aérien (drone inclus) n’étant délivrée ;
- mention au générique du film : « images tournées dans le cœur du Parc national de la Vanoise avec l'autorisation de l’établissement public chargé du Parc » ;
- la remise à l’établissement d’une copie haute définition du programme prêt à diffuser (DVD ou autre support numérique), de même que l’information de l’établissement concernant son exploitation sont à la charge du pétitionnaire.

Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l’obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

Article 5 : Contrôle de l’exécution de la décision

Au sein du Parc national de la Vanoise, l'ensemble des agents compétents est chargé de contrôler l'exécution de la présente décision.

En cas de non-respect des règles et prescriptions administratives applicables à la présente décision, une procédure administrative pourra être engagée à l'encontre de son bénéficiaire.

En outre, en cas de non-respect de la réglementation applicable au cœur du Parc national, les agents commissionnés et assermentés du Parc national de la Vanoise pourront dresser un procès-verbal d'infraction.

La violation de la réglementation applicable à la prise de vue et de son en cœur de parc est punie de l’amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, conformément à l'article R.331-68, 6° du code de l'environnement.
Article 6 : Publicité

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Chambéry, le 9 DEC. 2016

La Directrice,

Eva ALIACAR

Mise en ligne R.A.A. le :
12 DEC. 2016